

Luxembourg, le 13 octobre 2020

Votum Klima rappelle que la crise actuelle ne doit pas cacher les autres.

Les directives et codes de conduite pour contenir la pandémie de Covid-19 continueront de façonner notre vie privée, sociale et professionnelle jusqu'à nouvel ordre. Cependant, le réchauffement de notre planète, la destruction progressive de la biodiversité et des sols fertiles ainsi que la pollution de l'eau et de l'air entraîneront des pertes humaines, sociales et économiques bien plus conséquentes que la crise due au coronavirus. Les connaissances scientifiques au sujet du réchauffement de la Terre et de la perte de la biodiversité sont suffisantes pour que des décisions et des mesures soient rapidement prises. Le gouvernement doit maintenant déterminer de nouvelles priorités en ce sens.

Nous avons besoin de modifier le système en profondeur pour faire face à tout type de crise, qu'elle soit causée par un virus, une inégalité ou une catastrophe climatique. L'argent pour lutter contre la crise sanitaire doit également être investi de façon à faire face aux actuelles crises climatique et de déclin de la biodiversité, tout en rendant l'économie plus équitable, juste et résiliente.

Une politique pour réduire le tourisme à la pompe et ses effets

Deux tiers des émissions à gaz à effet de serre du Luxembourg trouvent leurs origines dans la vente de carburants. Le Luxembourg doit drastiquement réduire sa dépendance au pétrole, en particulier au tourisme à la pompe d'un transport routier qui ne fait que traverser notre pays¹. Il est urgent de mettre en place ou de renforcer les mesures prévues dans l'accord de coalition et le PNEC, comme l'augmentation des accises à court terme et l'introduction d'une taxe CO₂, afin de réduire la différence de prix entre le Luxembourg et les pays voisins².

Votum Klima précise que, s'il est absolument nécessaire d'introduire une taxation du CO₂ selon le principe du "pollueur payant", les 20 € par tonne de CO₂ annoncés actuellement sont insuffisants. Un tel prix ne correspond pas aux coûts réels du changement climatique. La Suisse, par exemple, applique déjà une taxation de 96 CHF/to et prévoit de l'augmenter jusqu'à 210 CHF par tonne de CO₂.

¹ Malgré toutes les déclarations politiques affirmant vouloir réduire cette source de pollution - et malgré une légère hausse des accises - les quantités de diesel et d'essence vendues ont encore augmenté en 2019. Certes, pendant les premiers mois de la crise sanitaire, cette vente a connu une chute importante, correspondant pour l'État à un manque à gagner de plusieurs millions d'euros d'accises. La crise du coronavirus illustre ce que le Conseil national du développement durable et les organisations non gouvernementales pointent du doigt depuis des années : le Luxembourg est tributaire des ventes de carburant, ce qui nuit non seulement au climat mais présente également un risque conséquent pour les finances publiques.

² En 2018, en pourcentage du produit total des impôts et des cotisations sociales, les revenus des taxes environnementales du Luxembourg étaient les plus bas de toute l'Europe !

<https://www.csl.lu/bibliotheque/publications/bdc8d76972.pdf>

Si un tel coût peut provoquer de véritables changements d'habitudes, cela peut également entraîner des répercussions négatives sur les ménages les moins aisés. Pour lutter contre ce risque réel, il est nécessaire de s'atteler en parallèle à une réforme fiscale dont les priorités seraient la mise en oeuvre concrète des mesures efficaces contre la crise climatique et contre les inégalités sociales existantes - une problématique qui, au cours des dernières années, n'a eu de cesse de s'aggraver.

Des plans de relance respectueux des humains et de la planète

Le plan de relance du gouvernement luxembourgeois doit se détourner des entreprises qui dérèglent le climat et détruisent la biodiversité, et ne doit pas viser le retour à une croissance économique à forte intensité de gaz à effet de serre. Le paradigme actuel sur la croissance doit être revu fondamentalement pour s'orienter vers un modèle politique éco-compatible et adapté aux besoins des humains. Le rôle de l'économie est de servir le bien commun de tous les citoyens, et non pas l'inverse. Pour sortir progressivement de ce paradigme destructeur, une période de transition est nécessaire et devrait renforcer dès maintenant les investissements dans les transports publics, l'agriculture écologique et les systèmes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables pour créer des emplois stables et promettant un bien-être durable pour toutes les générations. À cette heure de grande solidarité, nous devons tout faire pour atteindre cet objectif le plus rapidement possible !

Pour conclure, Votum Klima rappelle également au gouvernement ses revendications électorales de 2018 partagées sous la forme d'une [liste de 15 demandes précises](#), dont l'importance n'a pas faibli avec la crise de Covid-19.

Contacts :

Frank Thinnès (Greenpeace) – fthinnès@greenpeace.org - (+352) 661 261 184

Delphine Dethier (CELL) – delphined@cell.lu – (+352) 691 125 842

Paul Polfer (Mouvement écologique) – paul.polfer@oeko.lu - (+352) 43 90 30-43

* Votum Klima est une plateforme luxembourgeoise composée des organisations suivantes:

Aide à l'Enfance de l'Inde, Action Solidarité Tiers Monde (ASTM), ATTAC Luxembourg, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Centre for Ecological Learning Luxembourg (CELL), Cercle de Coopération, Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL), Eglise Catholique à Luxembourg, etika, Eurosolar Lëtzebuerg, Fairtrade Lëtzebuerg, Frères des Hommes, Greenpeace Luxembourg, Kommission Justitia et Pax, Lëtzebuerger Velos-Initiativ, Mouvement Ecologique, natur&ëmwelt, Orang Utan Help Lëtzebuerg, Partage.lu, SOS Faim Luxembourg, UNICEF, VegInfo Luxembourg.

Votum Klima est né de la conviction que les organisations de protection de l'environnement, les organisations de développement et les organisations sociales doivent agir ensemble dans la lutte contre le changement climatique. Depuis 2009, nous militons pour le redressement de la politique climatique et énergétique du Luxembourg.